





N°673 du Mercredi 14 novembre 2022 -



LA PROBLÉMATIQUE DES **AUTO-ÉCOLES AU TOGO**

Environ 300 exercent dans l'illégalité



SOCIÉTÉ

COMMERCE ILLICITE DE CARBURANT:

Un terreau

fertile pour



Les nouvelles actions annoncées contre le fléau

FIL 2022

COURSE DE LA FOIRE

Les meilleurs coureurs récompensés





Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg 🛘 🖾 💟





LE CARNET

La disponibilité des denrées alimentaires assurée

L'agriculture fait 40% du PIB au Togo. Elle nourrit son homme. Pour les denrées alimentaires telles que les céréales, tubercules et légumineuses, afin d'assurer à des coûts réduits leur pleine disponibilité sur le plan local, le pays enchaîne des mesures oppor-

Dans le pays où l'agriculture occupe 65% la population active, les principales denrées alimentaires come le riz, le mil, le maïs, le sorgho, les légumineuses, les tubercules... sont destinées à la consommation locale et nationale

En matière d'apport calorique, on note que durant la période 2014-2017, les céréales ont fourni en moyenne 1 268,4 kilocalories par personne et par jour mais la contribution la plus importante demeure celle du maïs qui est la culture vivrière de base au Togo (en moyenne 644 kcal/pers/jr), avec une contribution de 51% de l'ensemble des céréales.

Les prix des denrées alimentaires sont fixés et contrôlés par les autorités. Ils doivent être respectés par les acteurs du secteur de commerce y compris les consommateurs. Pour s'assurer du respect et de la conformité des prix sur le marché local, l'autorité n'hésite pas à effectuer des contrôles. C'est une façon d'éviter des spéculations nuisibles et protéger les compatriotes. Dans le souci d'assurer la sécurité alimentaire, l'Agence nationale de la sécurité alimentaire du Togo (Ansat) a lancé en février 2022 une campagne d'achat de produits céréaliers, en particulier de riz paddy sur l'étendue du territoire national. L'opération qui est presque devenue une tradition vise en effet le renforcement du stock national de sécurité pour faire face à toute éventuelle crise alimentaire.

La problématique de la sécurité alimentaire posée à Washington

Face à la flambée des prix des engrais et les conflits internationaux qui restent une préoccupation pour les pays africains, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a diagnostiqué la problématique qui selon lui « ne peut être appréhendée du seul point de vue du volume de la production des denrées alimentaires ». Prenant l'exemple du Togo avec l'amélioration du climat des affaires, le président a insisté sur l'implication du secteur privé car les investissements privés sont la clé de la sécurité alimentaire nationale.

L.R.

COMMERCE ILLICITE DE CARBURANT : Un terreau fertile pour le terrorisme Les nouvelles actions annoncées contre le fléau

Au Togo, la contrebande et le commerce illicite des produits pétroliers échappent depuis plusieurs années à la régulation, en dépit des actions initiées par les forces de l'ordre. Mardi 06 décembre, à travers un communiqué, le ministre de la sécurité et de la protection civile, Yark Damehame a annoncé une intensification de la lutte contre ce fléau, et appelé à la collaboration des populations.

n cause, l'ampleur actuelle des activités commerciales illicites, ainsi que la menace que fait peser le phénomène, non seulement sur la santé des populations, mais également sur l'économie et la sécurité nationales.

Au cours des derniers mois, plusieurs accidents, incendies et troubles publics liés à l'activité de commerce illicite de l'essence frelatée ont été enregistrés. En 2020, le stockage de ces produits dans des maisons d'habitation avait causé une mort (une fillette de 03 ans calcinée), trois blessés et d'importants dégâts matériels à Lomé et Dapaong.

Terreau fertile pour le terrorisme

Par ailleurs, a souligné le ministre, "il est également avéré de nos jours que le trafic illicite des produits pétroliers est une importante source d'approvisionnement pour les groupes armés non-étatiques qui sèment le chaos et la désolation dans notre sous-région".

Respect des textes et collaboration

Les grossistes sont donc invités à se "conformer scrupuleusement aux textes en vigueur en la matière", afin d'en venir à bout. Enfin, une collaboration, "franche et sincère" est sollicitée de la part des populations.

Pour rappel, en 2009, le gouvernement avait lancé l'opération Entonnoir pour lutter contre cette pratique. Depuis, des milliers de litres d'essence frelatée, ainsi que des véhicules servant à leur transport ont été saisis.

La LCT exige la réforme du secteur.

Dans un communiqué, la LCT estime que depuis un moment, les bavures policières relatives à la traque des vendeurs de carburant de contrebande ont repris après les périodes sombres d'avant Covid-19. Pendant cette période, on a régulièrement dénombré des accidents et pertes en vies humaines liés à la poursuite des

vendeurs de carburant par les forces

de l'ordre posant un problème sé-

rieux de société auquel il faut trouver

une solution durable. La Ligue des Consommateurs du Togo cite comme exemple les événements qui se sont produits sur le boulevard du 13 janvier (Dekon) et celui de Tsévié où il est fait cas d'une confusion du produit en convoi sur

les véhicules ciblés par les agents en

charge des opérations.

Face à cette situation, l'organisation que dirige Dr Emmanuel Sogadji constate ainsi l'échec des officiers en charge de ses opérations et demande leur remplacement et qu'ils soient mis à la disposition de la justice pour des faits relevant de leur responsabilité.

La LCT convie enfin le gouvernement à réformer le secteur pour que cette activité soit menée dans une certaine condition de sécurité

L.M.

ENERGIE RENOUVELABLE:

Le Togo ne perd pas de vue son ambition

L'objectif du gouvernement est de porter la part de l'énergie renouvelable dans le mix énergétique de 30% aujourd'hui à 50% à l'horizon 2025. Pour ce faire, les initiatives se multiplient au profit des entreprises et des ménages.

e chef de l'Etat Faure Gnassingbé a procédé en juin 2021 ■ à l'inauguration de la centrale solaire de Blitta constituée de 5 000 plaques solaires avec une capacité de 90 255 MWh par an.

Ce sont 158 333 ménages de cette zone qui bénéficient de l'énergie solaire en permanence par le biais de cette infrastructure dont le coût est de 35 milliards de francs

En novembre 2022, intervient un accord de financement avec la société Abu Dhabi Exports d'un montant de 25 millions de dollars pour l'extension de la centrale Blitta.

Des projets de centrales solaires en vue

Deux nouvelles centrales solaires sont prévues à Sokodé (préfecture de Tchaoudjo) et à Awandjélo (préfecture de la Kara) ayant respectivement des capacités de production de 60 et 80 MWc. Une autre convention de financement de 22 milliards de francs CFA avec Exim Bank of India pour un projet

d'électrification solaire est aussi acquise.

Le financement dont la convention a été signée en juin 2021 entre la banque indienne et l'Etat togolais est directement et entièrement destiné à soutenir l'électrification de 350 localités togolaises par des systèmes photovoltaïques.

Autres initiatives salvatrices

En milieu rural principalement, 372 écoles, 22 092 familles et 102 centres de santé sont ciblés pour bénéficier de projets d'électrification rurale par le biais de mini centrales solaires. C'est en effet ce qui devrait résulter de la convention de financement entre la Banque islamique de développement (BID) et le Togo, d'une valeur de plus de 11,3 milliards de francs CFA.

Aussi, une collaboration entre la GIZ et l'Etat togolais à travers le projet ProEnergie pour un montant de 825 000 euros, soit 540 000 000 de francs CFA, va faciliter l'accès à l'électricité de 10 000 personnes dans des milieux ruraux. L'objectif affiché par les autorités est clairement de rendre le pays totalement indépendant en ma-

tière d'énergie vis-à-vis de l'exté-

rieur d'ici les prochaines années.

SECTEUR AGRICOLE

Les filières soja et ananas nourrissent les producteurs et leurs ménages

Les politiques nationales en faveur de l'agriculture visent d'une part une amélioration des revenus des acteurs des chaines de valeur ainsi que la part de l'agriculture dans l'économie. De l'autre part, la promotion des cultures à forte valeur ajoutée sur les marchés d'exportation. Dans ce sens, le soja et l'ananas font de plus en plus figure de produits vedettes.

e soja, avec une production de plus de 250 000 tonnes en 2021, vaut déjà au Togo la réputation de premier exportateur mondial de soja bio vers l'Union européenne. L'ananas ne cesse de battre des records en termes de volumes de production (44 000 tonnes en 2022) et de revenus.

Une production en perpétuelle croissance

Le secteur emploie près de 6 000 personnes dont 35% de femmes parmi les producteurs. Il génère plus de 06 milliards de francs CFA de revenu chaque année. Les volumes de production sont passés de 27 000 à 30 149 tonnes entre 2017 et 2019 (11,6% de progression).

La production pour le compte de l'année 2022 a été précisément de 44 391 tonnes dont 33 737 tonnes sont du bio. Une bonne part de la production d'ananas est bio (au moins 65% chaque année), ce qui en fait une référence sur les marchés d'exportation. L'ananas, c'est aussi

les unités de transformation qui produisent plus d'un million de litres de jus chaque année.

Des débouchés et des revenus

L'Union européenne absorbe 80% de la production d'ananas bio. Le Togo est le premier exportateur de l'espace Cedeao de produits bio vers l'UE. Les demandes sur le marché intérieur et les marchés d'exportation étant plus fortes que les niveaux de production actuels, le secteur demeure à la fois porteur pour les acteurs actuels et potentiels. Aujourd'hui, un hectare cultivé d'ananas rapporte en moyenne 09 millions de francs CFA au producteur en termes de ventes.

Une filière qui compte sur de mul-

tiples appuis

Dans son Plan national de développement (PND 2018-2022), le gouvernement a affiché la volonté de rendre les filières porteuses plus compétitives. Des mécanismes d'apnui aux initiatives entrepreneuriales telles que le Faiej ont déjà appuyé plusieurs initiatives de jeunes dans la production d'ananas.

La filière se dote également en 2021 d'un plan stratégique quinquennal destiné à redynamiser la filière et à créer une synergie entre ses différents acteurs. Ce fut l'œuvre conjointe du ministère de l'Agriculture, de l'Agence allemande de coopération (GIZ), de l'Union européenne et du Conseil interprofessionnel de la filière ananas (Cifan).

2 LE MAGNAN LIBÉRÉ

LA PROBLÉMATIQUE DES AUTO-ÉCOLES AU TOGO **Environ 300 exercent dans l'illégalité** Une dizaine d'auto-écoles fermées ...

Une dizaine d'auto-écoles non agréées opérant dans le grand Lomé viennent d'être fermées. C'était au cours d'une descente effectuée en milieu de semaine dernière par le Directeur des transports routiers et ferroviaires, Tadjudini Dermane. Il est reproché à ces structures d'opérer dans l'illégalité totale



epuis le 19 avril 2022, les ministres en charge transports routiers et de l'enseignement technique avaient rappelé à l'ordre les promoteurs des auto-écoles non agréés. Mais beaucoup d'entre eux ont continué de faire la sourde oreille. Elles sont nombreuses à ce jour à opérer sans aucune autorisation légale. Et l'on ne sait, par quelle alchimie ces école arrivent à présenter les candidats aux examens de permis de conduire.

La descente sur le terrain du Directeur de la DTRF a pour but d'assainir le secteur et de garantir une bonne formation aux apprenants. L'objectif visé est de contribuer à l'amélioration de la sécurité routière.

Sur le terrain, le Directeur des Transports Routiers et Ferroviaires, appuyé par les forces de défense et de sécurité a procédé à la fermeture d'une dizaine d'auto-écoles non agréées qui opèrent illégalement dans le Grand-Lomé. Ce n'est qu'une première étape, indique-t-on dans les milieux de la DTRF. Et le communiqué de préciser que, la Direction des transports routiers et ferroviaires (DTRF) a procédé, jeudi 08 décembre 2022, à la fermeture d'une dizaine d'auto-écoles exerçant dans l'illéga-

C'était à l'issue d'une descente de terrain effectuée par son Directeur Général, Tadjudini DERMANE. Ceci suite au communiqué des ministres chargés des transports routiers et de l'enseignement technique en date du 19 avril dernier, rappelant à l'ordre les contrevenants.

Sur le terrain, le Responsable a rappelé que conformément aux textes en vigueur, l'ouverture et l'exploitation des établissements d'enseignement de conduite automobile communément appelés auto-écoles sont subordonnés à l'obtention d'un agrément et que toute personne qui se livrerait à l'exploitation d'une telle structure

sans autorisation préalable est passible d'une amende de 500 000F ainsi qu'à la fermeture immédiate de son établissement sans préjudice des poursuites judiciaires.

Pour l'heure, une dizaine d'auto écoles sont fermées et l'opération se poursuivra dans le but d'assainir le secteur.

Assainir le secteur des auto-écoles

Selon Tadjudini Dermane, l'ouverture et l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite automobile communément appelés auto-écoles sont subordonnées à l'obtention d'un agrément.

Le Directeur de la DTRF a indiqué que toute personne qui se livrerait à l'exploitation d'une auto-école sans autorisation préalable est passible d'une amende de 500 000 F CFA ainsi qu'à la fermeture immédiate de son établissement sans préjudice des poursuites

L'opération est annoncée pour se poursuivre dans les prochains jours tant dans le Grand-Lomé ainsi que dans les autres villes de l'intérieur de

Dans leur communiqué du mois d'avril 2022, les ministres Atcha Affoh-Dedji et Eke Hodin avaient déjà indiqué que, plusieurs auto-écoles exercent en violation de l'arrêté interministériel N°040 du 11 août 2014. Ce texte subordonne l'ouverture et l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite de véhicules automobiles à l'obtention d'un agrément préalable délivré par le ministre chargé des transports et de la Formation professionnelle.

Ils avaient donc invité les promoteurs à se conformer à la règlementation au plus tard le 30 juin 2022 pour ne pas tomber sous le coup de la loi.

Près de 300 opèrent dans l'illéga-

Une soixantaine d'auto-écoles sont

agréées au Togo. Toutes les autres - 300 environ - opèrent en totale illégalité.

« Ces auto-écoles grises ne forment pas les automobilistes. Ce sont des dangers publics », affirme Kodjo Amegandji, secrétaire général du Syndicat national des patrons d'auto écoles agréées (SYNAPAEATO).

La formation prévoit 12 à 20 cours de conduite et du théorique. Or, les écoles illégales envoient leurs clients se présenter à l'examen du permis de conduire avec 2 à 3 séances seulement.

Si le gouvernement tient à la sécurité routière, le SYNAPAEATO demande qu'il passe à l'étape de la répression. Il faut mettre des gardes fous et amener tout le monde à se régulariser.

Vers la régularisation du secteur

Les moniteurs et responsables des auto-écoles eux aussi disent avoir l'ambition d'assainir leur secteur d'activité. Pour ce faire, ils ont mis sur les fonts baptismaux le SYNAEM Togo (Syndicat National des Autos Ecoles et Moniteurs du Togo). Les promoteurs pourront, ainsi, mieux suivre les moniteurs d'auto-écoles et les accompagner dans les processus d'obtention de leurs agréments.

Le SYNAEM Togo a été rendu public le samedi, 05 septembre dernier, à l'issue d'un congrès constitutif. Cette rencontre s'est placée sous le thème : « Ensemble pour un avenir meilleur des acteurs des auto-écoles et moniteurs du Togo ».

Les raisons de la création du SY-**NAEM Togo**

Les fondateurs des auto-écoles et moniteurs ont reconnu que « le secteur n'était pas assaini ». « Nous ne sommes pas encore regroupés et il n'y a pas de suivi dans ce secteur », a fait constater le Secrétaire Général de SYNAEM Togo, Padonou Koffi Men« C'est pourquoi tout le monde se lève et puis il gère son centre comme il veut », a-t-il poursuivi. Avec le syndicat, les acteurs pourront donc résoudre, d'une part, les « problèmes » rencontrés, surtout celui d'agrément. Il s'agit, d'autre part, de réorganiser et surtout de professionnaliser leur secteur d'activité.

Les objectifs du bureau de SY-**NAEM Togo**

Le bureau exécutif de SYNAEM Togo est composé de neuf membres avec pour Secrétaire Général Padonou Koffi Mensah. Ils ont été élus pour un mandat de quatre (04) ans. Ainsi, le bureau s'est fixé pour objectif d'informer et de sensibiliser les membres sur leurs droits et devoirs.

Ensuite, ils auront pour mission de défendre les intérêts matériels et moraux des membres. Padonou Koffi Mensah et ses collaborateurs auront également à veiller au respect et à la promotion de l'étiquette de leur profession.

Par ailleurs, le syndicat entend œuvrer pour l'instauration de l'esprit de solidarité et d'entraide entre tous ses membres.

Rappel

Il a été annoncé depuis quelques mois que, les établissements privés d'enseignement de conduite de véhicules automobiles, communément appelés « Auto-écoles » n'ayant pas obtenu leurs agréments d'exploitation seront fermés. A cet effet, il avait été demandé aux exploitants de ces services de régulariser leur situation dans un délai raisonnable. « Conformément à la directive n° 15/2009/ CM/UUEMOA du 25 septembre 2009 et à l'arrêté interministériel n° 044/ MTPT/METFPI/MEF, du 11 août 2014, l'ouverture et l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite des véhicules automobiles (auto-écoles) sont soumises à l'obtention d'un agrément conjointement délivré par les ministères chargés des Transports et de la Formation professionnelle. A cet effet, il est demandé aux personnes exploitant ces établissements et à toute personne désireuse, d'en faire l'exploitation, de prendre attache avec la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF) pour toute information complémentaire. Ceux qui exercent déjà cette activité sont invités à régulariser leur situation dans les meilleurs délais, afin d'éviter la fermeture de leurs établissements. Les ministres comptent sur le civisme et la compréhension de tout un chacun pour le respect scrupuleux des dépositions en vigueur en la matière ».

En dépit du communiqué interministériel n° 1575/MTPT/METFPI/CAB du 23 octobre 2014 ayant fait l'objet d'une large diffusion dans les médias ainsi que des efforts de sensibilisation par l'administration, notamment la réunion du 25 octobre 2016, tenue à la salle Entente du CASEF avec les acteurs, bon nombre d'exploitants d'auto-écoles n'ont pas encore obtenu leurs agréments conformément à l'arrêté n° 044/MTPT/METFP/MEF du 11 août 2014.

A cet effet, il est demandé aux exploitants d'auto-écoles non encore agréés de prendre attache avec la Direction des Transports Routiers et Ferroviaire (DTRF) pour entamer le processus de régularisation de leur situation au plus tard le 15 février 2017. A l'expiration de ce délai, l'administration procédera à la fermeture systématique de leurs établissements et les candidats formés dans ces établissements ne seront pas autorisés à passer les examens du permis de conduire. Ainsi s'exprimait feu le directeur des Transports Routiers et ferroviaires, M. Kokou Agbokpé, à l'occasion de la rencontre d'informations et d'explications à l'endroit des exploitants d'auto-écoles.

Les intéressés sont exhortés à se conformer aux dispositions en vigueur, sous peine de voir leurs établissements fermés. Car, plus de 4 ou 5 ans après, malgré les efforts entrepris en la matière, il n'y a pas eu de réactions en dehors de 10 auto-écoles qui sont, pour le moment, en règle.

Et c'est ce constat amer sur le terrain que la DTRF a décidé de faire des descentes sur le terrain pour taper du poing sur la table. Et les conséquences, c'est la fermeture des plusieurs auto-écoles dans le Grand Lomé. L'opération d'assainissement va se poursuivre.

OTR: 79% des objectifs de l'année atteints en 9 mois

'Office Togolais des Recettes (OTR) poursuit la mobilisation des ressources au titre de l'exercice 2022. De janvier à septembre 2022, 646 milliards FCFA ont été mobilisés soit 79% de ses objectifs de l'année.

Dans les détails, il s'agit 409,41 milliards durant les six premiers mois de l'année et 237,34 milliards FCFA, de juillet à septembre 2022.

Selon l'OTR, les ressources déià mobilisées sont entre autres constituées de taxes, impôts, des bénéfices et gains en capital et des bénéfices et gains de services.

Ces résultats ont été obtenus grâce à la sensibilisation des populations, à l'innovation et la numérisation des services de l'OTR.



L'année dernière, l'OTR a réussi à mobiliser pour l'Etat 779,8 milliards FCFA. Cette année, elle a projeté mobiliser 814 milliards FCFA pour permettre au Togo, à mieux faire face à ses besoins de développe-

LE MAGNAN LIBÉRÉ 3 Mercredi 14 décembre 2022



7 BONNES RAISONS DE PARTICIPER À LA FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

- Rencontrer de nouveaux partenaires
- Promouvoir vos produits et services
- Développer votre image de marque et accroître votre notoriété publique
- Accéder à un marché international
- Trouver des opportunités d'investissement
- Permettre aux pays africains de montrer leurs richesses
- Participer au développement du Togo, de la CEDEAO et de l'Afrique



A LA FOIRE

Togocom séduit avec ses offres défiant toute concurrence

Le groupe Togocom était à l'honneur ce samedi 10 décembre 2022 sur le site de la foire Internationale de Lomé qui bat son plein depuis le 30 novembre dernier et ce jusqu'au 18 décembre prochain.

énommée « journée Togocom », cette journée a été l'occasion pour le leader de la téléphonie mobile de mettre les petits plats dans les grands pour que cette rencontre soit une réussite. Une conférence a été organisée à cet effet pour présenter aux invités les offres et les nouvelles promotions en cours pour les fêtes de fin d'année.

Tout a commencé avec une présentation faite par le Directeur B2B de Togocom, Emmanuel ANDRADE.

« Aujourd'hui, Togocom est le plus sûr en matière de télécommunications au Togo », a-t-il déclaré d'entrée de jeu.

Celui-ci a également mis l'accent sur les qualités et avantages que propose le groupe à l'instar de sa connexion internet.

« On peut vous accompagner sur tous vos besoins en matière de télécommunications. Sachez que quels que soient vos besoins, Togocom peut vous accompagner et vous aider à les adapter à votre travail. Si vous avez la fibre à la maison, nous vous offrons 60 heures d'appels gratuits avec les téléphones fixes et ces heures augmentent en fonction de l'option. En 2023, il va se passer énormément de choses à Togocom. Le seul opérateur au Togo à avoir déployé la fibre dans les différentes régions du pays, c'est Togocom », a-t-il

Cette présentation a été suivie de la remise des prix aux heureux gagnants de la campagne et jeu concours : « c'est moi le millionnaire

laissé entendre.

Plus de 70 millions sont prévus pour être remportés par des clients de Togocom. Tous les jours pendant deux mois, vous avez cette chance unique de gagner un million par jour. Le jeu se déroule du 06 décembre 2022 au 03 février 2023.

La remise des deux premiers prix

aux gagnants de ce jeu, s'est déroulée au cours de cette journée de Togocom organisée à la foire de Lomé.

Les lots ont été remis par la Directrice des ressources humaines de Togocom, Mme Anoko Lawson.

« C'est une chance incroyable. Quand on m'a appelé pour cela, j'ai cru que c'était de la blague. Je remercie beaucoup Togocom pour ce geste et cet acte incroyable », a laissé entendre le premier lauréat. Un second gagnant de la journée du 9 décembre 2022 a été également récompensé.

Pour participer au jeu, il suffit juste de souscrire à un forfait supérieur ou égal à 300 fcfa. Tous les abonnés sont éligibles au jeu « c'est moi le millionnaire » de Togocom, ont avancé les premiers responsables de cette compagnie de téléphonie mobile.

Il faut rappeler que le groupe est sponsor officiel de la 17ème Foire Internationale de Lomé. Sur le site, la société a installé un espace aéré meublé de studios tik-tok, de photo shoot et d'un parc de jeux où de nombreux visiteurs sont passés se réjouir.

Courtes contre la montre

Washington mobilise l'Afrique

Le président Faure Gnassingbé, participe du 13 au 15 décembre au sommet USA-Afrique organisé à Washington. Une rencontre organisée par le Président américain Joe Biden et qui regroupe 49 chefs d'Etat africains. Le Burkina, la Guinée, le Mali et le Soudan n'y sont pas invités pour cause de coup d'état dans ces pays. L'Ethiopie n'est pas invité parce que n'ayant de relation diplomatique avec les USA. 'Cette rencontre internationale de haut niveau intervient dans un contexte mondial particulier, marqué par des crises économique, sanitaire et sécuritaire', souligne un communiqué de la présidence. Ce sommet se déroule dans un contexte de tensions internationales avec la guerre en Ukraine. Le président Joe Biden espère mobiliser l'Afrique en faveur des valeurs des libertés défendues en Occident. De nombreux pays africains n'ont pas pris position dans ce conflit. Joe Biden va défendre, lors du sommet, l'idée d'une intégration de l'Union africaine au G20, le groupe rassemblant 19 des économies les plus avancées ainsi que l'Union européenne, afin de renforcer le rôle joué par le continent. Les Etats-Unis montreront leur intention de se rapprocher du continent africain, où la Chine, la Turquie et la Russie cultivent leur influence.

Corridor Abidjan-Lagos : ça s'accélère

En gestation depuis huit ans, le projet de développement de l'autoroute du corridor Abidjan-Lagos devrait désormais s'accélérer. Réunis en fin de semaine dernière à Lomé, les ministres en charge des infrastructures routières des différents pays concernés (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigéria) se sont engagés dans ce sens. Concrètement, les officiels, entourés d'experts et des partenaires financiers (BAD et UE notamment) de cet ambitieux programme d'intégration économique régionale, ont délibéré sur les étapes à suivre. Notamment le planning d'achèvement des études des dernières phases, les aménagements spécifiques à revoir en ce qui concerne les postes de contrôles juxtaposés entre autres, les zones de libre-échange, les mesures de prévention des emprises, et les recommandations de la dernière réunion. Long de plus de 1 000 km et prévu pour relier les villes d'Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou et Lagos et leurs ports, le corridor sera, une fois achevé, une autoroute à six voies à deux chaussées. Surtout, il permettra de faciliter les échanges sur un axe qui transporte chaque année environ 44 millions de personnes et 130 millions de tonnes de marchandises, soit 70% du trafic ouest-africain

Place de la médecine traditionnelle

Le 14e congrès des praticiens de la médecine traditionnelle et conventionnelle a débuté lundi à Lomé à l'initiative de l'organisation ouest africaine de la santé (OOAS). « La place qu'occupe la médecine traditionnelle dans nos sociétés n'est plus à démontrer. Depuis plus de 20 ans, la communauté se penche sur son devenir et sa contribution au développement de la santé. Ce congrès vise à faire aboutir une réelle collaboration entre les deux médecines », a déclaré Moustafa Mijiyawa, le ministre de la Santé. La médecine traditionnelle est incontournable. Plus de 80% de la population d'Afrique sub-saharienne y a recours. Malgré les multiples controverses, nombreux sont ceux qui veulent favoriser une collaboration entre médecine moderne et ancestrale. Au Togo, le code de la santé prend d'ailleurs en compte l'activité de médecine traditionnelle. Et chaque année, les Nations unies organisent la Journée de la médecine traditionnelle africaine.

Le Groupe Togocom présente son offre « ça c'est moi »

e premier réseau Telecom de la place Togocom a présenté ce samedi 10 décembre sa nouvelle offre « ça c'est moi » au public présent sur le site de la 17 ème Foire internationale de Lomé.

Conçu spécialement pour sa clientèle, l'offre promotionnelle de Togocom, « ça c'est moi » tient compte des habitudes spécifiques de chaque client en matière de connexion internet et leur permet de bénéficier de

baisses tarifaires allant jusqu'à 50% par rapport aux forfaits internet catalogués.

Conviant le public à découvrir les forfaits adaptés à leur communication en tapant le code *909*1#, le responsable du projet « Le millionnaire c'est moi », de Togocom , Rachad Gounou a fait savoir que cette offre qui est valable jusqu'au 28 décembre prochain vise à récompenser les clients du Groupe pour leur fidélité sans cesse renouvelée.

Notons que cette nouvelle offre s'inscrit dans la droite ligne de la stratégie commerciale de la structure d'assurer les besoins de sa clientèle et répond en même temps à la nécessité naturelle de déploiement de la fibre optique de Togocom dans toutes les régions du pay

BÉNIN :

Dr Serge Michel Kodom sur le podium du Grand Prix Général Mathieu Kérékou

Les mérites de Dr Serge Michel Kodom, une fois encore célébrés en dehors des frontières du Togo. Le président de l'ONG AIMES-AFRIQUE a été distingué samedi 10 décembre 2022, à Cotonou au Bénin, le Grand Prix Général Mathieu Kérékou.



ersonnalité de l'année 2021 au Togo, Dr Kodom a été distingué à Cotonou, pour son sens du sacrifice pour les autres et son engagement pour le développement du Togo et de l'Afrique.

En effet, son éligibilité au Grand

Prix Général Mathieu Kérékou a été soumis à un processus de validation de sa candidature qui a conduit à l'identification de ses différentes actions et contributions au développement au Togo et sur le continent.

Ainsi, le prix à lui délivrer à Cotonou est une reconnaissance de ses mérites afin de le motiver à faire davantage pour sa communauté.

Président fondateur de l'ONG AIMES-AFRIQUE et promoteur de SOS DOCTEUR TV, Dr Kodom inspire la jeunesse africaine de par ses actions et initiatives en faveur des plus démunis.

Rappelons que le Grand Prix Général Mathieu Kérékou qui est sa 6ème édition est organisé par l'ONG Etoile d'Afrik pour promouvoir l'excellence sur le continent.



Mercredi 14 décembre 2022 LE MAGNAN LIBÉRÉ 5

GROGNE DES SYNDICATS, SANCTIONS DE L'ARCEP, DÉPLOIEMENT DE LA 5G

Tarik Boudiaf, le Directeur général de TogoCom sort de sa réserve

Dans une interview à nos confrères de Togofirst, le nouveau directeur général de TogoCom, Tarik Boudiaf rompt le silence. Il dit tout : les grognes sociales, le déploiement de la 5G, relations avec le régulateur, données à caractère personnel etc. C'est sans langue de bois. Selon le nouveau DG, la préoccuaption, est de « devenir un opérateur de référence en ce qui concerne la qualité du service technique et technologique. La dernière est de jouer un rôle prépondérant dans le développement de l'économie numérique du Togo ». Lecture

pgo First: On a vu Togocom réduire de façon très drastique les tarifs Mobile money, alors que les rumeurs sur l'arrivée de Wave sur le marché enflaient. Qu'est-ce qui explique ces mesures tranchées? Considérez-vous Wave comme une menace ou une opportunité?

Tarik Boudiaf: Il existe deux raisons qui expliquent la réduction des tarifs du Mobile Money par Togocom. D'abord, c'est une façon de se prémunir contre la grande concurrence qui a déstabilisé plusieurs acteurs de la sous-région. Ensuite, c'est un moyen de contribuer à la dynamisation du marché. D'ailleurs, nous sommes devenus le premier opérateur de Mobile Money au Togo, si l'on tient compte de la période allant de novembre 2021 à début 2022.

Ce nouveau plan tarifaire vous permet-il toujours de rester rentable? Ou on est beaucoup plus dans l'adaptation?

Les deux. Chaque action commerciale que nous déployons sur le marché doit évidemment répondre à une exigence de rentabilité, même si nous avons énormément réduit notre marge tarifaire. Cela permet en même temps d'anticiper la concurrence afin de sécuriser le marché.

Dans une économie qui dépend encore fortement du cash, cette révision à la baisse n'est pas sans conséquence sur les points de vente, qui représentent un maillon important de la chaîne de valeur. Certains ont dû fermer. Quel sort réservez-vous à ces acteurs non moins importants?

Je dois dire que contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres marchés, nous, nous avons observé une croissance des points de vente, malgré ce changement tarifaire à la baisse. Ce qui montre qu'il y a toujours des opportunités de développement. Nous avons l'obligation de sécuriser ce maillon qui permet de créer une clientèle plus large et parallèlement, plus d'emplois.

Ce modèle de revenus est-il durable ?

Ce modèle sera durable et fiable si nous l'accompagnons avec de nouveaux services à valeur ajoutée, notamment, les services d'assurance, l'épargne, le crédit, le transfert international, l'interopérabilité, le développement des points marchands sans lesquels sa survie sera difficile.

A Togocom, nous sommes dans un processus de création de nouveaux services pour accompagner les ac-



teurs. Ces services existent et ont déjà fait leurs preuves sur des marchés plus matures que le Togo. Même s'il fait encore ses débuts, au Togo, le Mobile Money est un service en pleine croissance. Si nous nous référons à l'Afrique de l'Est qui a atteint une maturité déjà avancée, je dirai qu'au Togo et dans la sous-région, il promet de belles années à venir.

Avec le rachat de Togocom en 2019, Axian a promis de déployer un plan d'investissement de 160 milliards FCFA sur 7 ans dans ses infrastructures de connectivité et de nouveaux services à forte valeur ajoutée. Où en est ce plan? Quel bilan pouvez-vous faire?

Le deal de la privatisation portait sur plusieurs axes notamment la fusion de Togo Télécom et de Togo Cellulaire, la modernisation de l'infrastructure, l'élargissement de la couverture réseau, l'amélioration de la qualité du service et la dynamisation du service sur le plan de l'amélioration des prix. Ce plan d'actions est suivi de façon annuelle. Toutefois, il faut noter que sur certains aspects, les objectifs ont été largement atteints (la couverture du réseau, par exemple). Sur d'autres, nous sommes en ligne avec les objectifs. Sur certains, on s'en rapproche un peu avec un peu de retard.

Jusqu'ici, Togo Télécom opérait le seul câble sous-marin qui dessert le Togo. Depuis le mois de mars de cette année, le Togo est connecté à un deuxième, le câble Equiano,

plus puissant. Est-ce un concurrent ?

Chaque pays a besoin de sécuriser sa connectivité et son système d'information. Aujourd'hui, Togocom dispose d'un câble qu'il a la possibilité d'exploiter à la fois comme un moyen de sécurité et un moyen de fluidifier le trafic. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'arrivée d'Equiano est une très grande opportunité pour tous les acteurs présents sur le territoire. En tant qu'entreprise, on le considère plutôt comme une solution de sécurisation de la connectivité pour tous.

En novembre 2022, Togocom est devenu le 1er opérateur de télécommunication à lancer le réseau 5G en Afrique de l'ouest. Plusieurs annonces ont été faites ensuite, indiquant le déploiement sur des sites à Lomé. Depuis, silence radio. Où en êtes-vous avec la 5G?

Lorsqu'on s'en tient au contexte de déploiement de la 5G au Togo, on comprend qu'elle est destinée à pourvoir le tissu économique d'une technologie de pointe susceptible de faciliter les transactions et les activités digitales des entreprises. C'est pour cette raison que dès le départ, elle fut déployée dans 5 localités réputées pour des activités d'entreprise. Au Togo, la 5G s'adresse d'abord au tissu économique avec une vision de l'étendre plus tard au grand public.

Par contre, les grands défis que nous avons aujourd'hui concernent le coût des téléphones 5G qui est encore très élevé par rapport à la moyenne des prix accessibles à la population. Nous avons aussi des contraintes au niveau de l'ineffectivité de l'installation de la 5G, ce qui relève essentiellement de la volonté des plus grands constructeurs de téléphones (iPhone et Samsung). Selon des procédures internes à eux, cela requiert des procédures différentes de celles des autres technologies. C'est un combat que nous menons depuis longtemps auprès du GSMA [une association internationale qui représente les intérêts des opérateurs de téléphonie mobile dans le monde, ndlr] et des autorités. Nous sommes également en contact avec Samsung et iPhone pour accélérer le processus. C'est en effet un sujet crucial auquel ces géants de la création de téléphones 5G n'adhèrent pas encore.

Quid de la question des fréquences ... ?

Je rappelle que la 5G est lancée à titre expérimental au Togo avec des fréquences dédiées et gratuites sur cette période expérimentale. Par ailleurs, pour accompagner la 5G sur une échelle un peu plus large, il est clair que tous les acteurs intervenant sur cette technologie devront faire des efforts pour accompagner les opérateurs, d'où le rôle du régulateur qui est d'évaluer la façon d'accompagner les opérateurs sur le volet Fréquence.

Vous avez été sanctionnés par deux fois déjà par le régulateur. Quelles sont vos relations avec l'ARCEP?

Contrairement à ce qu'on croit, nous avons plutôt d'excellentes relations avec le régulateur. Même si nous avions été sanctionnés deux fois, cela ne veut pas forcément dire que nous avons une mauvaise relation. Chacun fait son travail de la façon la plus correcte possible et c'est important que l'opinion publique soit au courant qu'il n'y a pas de conflit entre le régulateur et l'opérateur Togocom. S'il y a des reproches techniques de la part du régulateur, Togocom se donne les moyens de les corriger afin d'avancer.

Ces interventions du régulateur ont sans doute aidé à prendre des mesures idoines telles que l'amélioration de la qualité de service et son déploiement qui est un processus continu. Si un retard est observé, il est normal que celui-ci soit sanctionné. En prenant une telle décision, le régulateur ne fait que jouer son rôle.

Vous avez surtout été sanctionné pour la qualité du service. Togocom a-t-il tourné la page de ces désagréments?

Comme je vous l'ai dit précédemment, l'amélioration de la qualité du service est un processus continu. Il est aussi important de savoir que la privatisation est un héritage lourd à porter et qui nécessite d'être corrigé. Parmi les préoccupations, il y en a qui se règlent à court terme alors que d'autres se font sur le long terme à savoir : revoir le design du réseau, le renforcer, le moderniser

et le sécuriser pour qu'il puisse être à la hauteur des attentes du régulateur et de celles des clients. Dans ce sens, j'estime qu'il y a des progrès mais qu'il reste encore beaucoup de choses à faire.

En tant que gros collecteur de données à caractère personnel, vous avez sans doute été sollicité pour aider le gouvernement à cibler les populations vulnérables dans le cadre du projet Novissi. On se demande comment ces données ont été fournies ? Quelle est votre sensibilité par rapport à la confidentialité des données personnelles ?

L'opérateur a l'obligation de la confidentialité des données. Ce point est extrêmement important pour le régulateur et nous en sommes bien conscients. Quant à savoir quels ont été les apports des opérateurs dans le projet Novissi [une aide financière mensuelle aux personnes et aux familles les plus vulnérables pendant toute la durée de l'état d'urgence sanitaire, ndlr], il est important de retenir qu'il s'agit d'une initiative du gouvernement qui a eu besoin des opérateurs pour son accomplissement, surtout dans la partie distribution d'argent aux personnes vulnérables.

Ca grogne ces derniers mois au sein des syndicats. Où en êtesvous par rapport à la satisfaction des revendications sociales ?

Le projet de privatisation incluait la fusion de deux entreprises – Togo cellulaire et Togo Telecom. Cette fusion s'est basée sur 4 grands piliers : la fusion technologique, la fusion légale, la fusion sociale et la fusion commerciale ou administrative. Le processus d'harmonisation des deux structures passe par des sujets divergents au sein même de l'entreprise et des différents syndicats. Depuis 2 ans, il y a eu des avancées par rapport à certains sujets chez Togo Telecom notamment l'alignement des primes... Nous ne pouvons régler tous les problèmes d'un seul coup, c'est un processus continu. Je reviens un peu au même sujet que le réseau, c'est un historique très lourd. Pour le ramener au niveau souhaité, cela nécessite du temps, de la concertation et de la raison.

Quelles perspectives pour Toaocom?

Togocom est un grand groupe dont l'ambition est de devenir le plus grand et le meilleur employeur du Togo. Nous poursuivons ces idéaux. en continuant à créer des valeurs ajoutées, à recruter des talents, à développer des plans de carrière à nos employés et à les voir s'épanouir. La deuxième perspective est de devenir un opérateur de référence en ce qui concerne la qualité du service technique et technologique. La dernière est de jouer un rôle prépondérant dans le développement de l'économie numérique du Togo.

Source: Togofirst

6 LE MAGNAN LIBÉRÉ Mercredi 14 décembre 2022

COURSE DE LA FOIRE

Les meilleurs coureurs récompensés

Le Dimanche 11 décembre 2022, dans le cadre des activités rentrant dans la célébration de la 27ème édition de la Foire Internationale de Lomé, le CETEF a inité une course pour la Foire a été organisée. Une manifestation qui a permis de dégager et de récompenser les meilleurs coureurs (filles et garçons) venus de différents groupes organisés sportifs de la capitale.



l'issue du marathon Yawavi Matou 21 ans, étudiante en 3ème année à l'INJS et Makman Yaogbati 23 ans, étudiant en 2ème année de la même école, ont remporté, la course de la 17ème Foire internationale de Lomé.

Organisée par le CETEF, cette activité sportive vise à entretenir la santé et répond également aux souhait du gouvernement togolais qui a initié la Journée Nationale du Sport ceci pour prévenir les maladies comme le diabète et l'hypertension artérielle, la cohésion au sein de la population et la solidarité entre les exposants et le public des quartiers environnants. Il s'agit aussi d'encourager les exposants venus d'ailleurs et ayant l'habitude dans leur pays, de faire le sport les week-ends, à maintenir le rythme. Le top départ de cette course a été donné par M. Comlan Yakpey, Directeur Généra par intérim du CETEF) en

jeya (22 ans, Chrono 24 mn 03 sec) et Komla Boko (20 ans, chrono : 25 mn 27 sec).

Du côté des dames, Yawovi Matou (la championne sur les 4,2Km) a fait un chrono de 17 mn 19 secondes, suivie de Amivi Edua (19 ans, Chrono : 18 mn 03 sec) et de Ewar Jeannette (15 ans, Chrono : 19 mn 06sec).

« Les filles ont couru sur 4,2 km et les garçons 8,7 km. Nos jeunes sœurs ont fait des prouesses. Elles ont couru les 4 km environ en 18 minutes, ce qui est à féliciter », a salué le Directeur Général par intérim du CETEF.

« Pratiquer le sport permet de se maintenir en bonne santé. Nous encourageons les jeunes à maintenir le cap et continuer à pratiquer le sport. Ceux qui peuvent pratiquer le sport de façon professionnelle, nous les encourageons à le faire et à être disciplinés dans l'exercice. Nous encourageons aussi les autres à faire du sport



présence de James Amaglo, maire de la commune Golfe 2.

Parties du site de la Foire, les dames ont sillonné le carrefour Avenue Zio et l'avenue de la Foire, la pharmacie Bien-être, la division des impôts de Hedzranawoé, la Maison du Hadj pour atteindre le site de la Foire (point de chute) soit une distance de près de 5 Kms.

Les hommes quant à eux, ont sillonné, outre le carrefour Avenue Zio et l'avenue de la Foire, les rond-points du marché de Hedzranawoé, de la Station Oando et de l'aéroport, avant de prendre le boulevard de la Paix et descendre vers la Maison du Hadj, pour chuter sur le site de la FIL, soit une distance de plus de 8 kms..

A l'arrivée (chez les hommes), le trajet (8,7 km) a été remporté par Makman Yaogbati sur un chrono de 23 mn 50 sec. Il a été suivi par Essodjenam Adpour une meilleure santé », a conseil-lé Comlan Yakpey.

Pour le maire de la commune Golfe 2, les performances enregistrées sont à saluer.

« Il y a beaucoup de talents au Togo. On a vu des filles courir de façon inimaginable. Les garçons sont également à féliciter. Le sport, c'est la solidarité, la santé, l'ambiance », a souligné James Amaglo.

Ce dernier a salué l'initiative et a appelé les participants à être les incubateurs des activités sportives dans leurs quartiers respectifs.

Notons que les participants à cette course ont reçu chacun les cadeaux. Les premiers ont reçu une enveloppe et des lots constitués de cannettes et des bouteilles d'eau minérale.

K. Sylvie

ESSOHANA WIYAO:

«...la perception du public place les magistrats en tête » des plus corrompus

La Journée internationale de lutte contre la corruption a été célébrée ce 9 décembre. Au Togo, des activités ont marqué aussi la journée sur l'initiative de la Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA). Un moment également à cette institution dirigée par Essohana Wiyao de faire le point sur la corruption au Togo. Dans une interview accordée à republicoftogo, il dresse la situation du fléau au Togo.



Quelle est la cartographie de la corruption au Togo?

Essohana Wiyao : A ce jour, nous n'avons pu mener les investigations

que sur la petite corruption qui nous donne 10 milliards de Fcfa de pots de vin par an. Mais ce qui gangrène le plus, c'est la grande corruption qui est difficilement chiffrable. Cette grande corruption ferait perdre au Togo 25% de son PIB.

Qui sont les principaux corrompus

Essohana Wiyao: D'après une récente étude menée par nos soins, la perception du public place les magistrats en tête, suivis des policiers.

Mais d'autres catégories sont aussi concernées.

De nombreux togolais estiment que la HAPLUCIA ne fait rien pour lutter réellement contre la corruption

Essohana Wiyao : Ce sentiment est basé sur une méconnaissance de notre mission.

Il y a un volet éducation et un volet répression. Les deux sont menés avec la plus grande rigueur.

Interview réalisée par republicoftogo La corruption prospère au Togo. De la petite enveloppe donnée à un fonctionnaire pour obtenir un service à des commissions importantes versées sur de gros contrat.

MISS TOGO 2023

Qui est Chimène Abla Ekui Moladja?

lle est la nouvelle reine de la beauté togolaise. Chimène Abla Ekui Moladja a été élue samedi dernier à l'issue de la prestigieuse soirée Miss Togo et succède ainsi à Adjo Jacqueline Estelle Tossou. Qui est Chimène Abla Ekui Moladja?

Etudiante en 2ème année de Techniques de communication, Chimène Abla Ekui Moladja est âgée de 23 ans.

Déjà élue Miss super régionale Kara le 18 juillet dernier durant les présélections, la belle et ravissante Chimène Abla Ekui Moladja (candidate 19) portera désormais la couronne que détenait Adjo Jacqueline Estelle Tossou, après la soirée du 10 décembre 2022 riche en son et lumière où se sont mélangés suspens et émotions, avec le sponsor officiel Moov Africa Togo.

Quatre dauphines accompagnent la Miss Togo 2023. Sarah Ayélé SENOUVOR (1ère dauphine), Perla-Penuelle DOVIE (2ème candidate), Badatinada Kozolo (3è dauphine) et Dédé Falonne MENSAH (4è dauphine).

Le choix porté sur Mlle Chimène Ekui Moladja a fait l'unanimité chez la majorité du public qui a fait le déplacement du palais des congrès de Lomé et aussi par les nombreux téléspecta-



teurs qui ont suivi cette belle soirée depuis chez eux.

« Je suis très contente et très émue. Je remercie tous ceux et celles qui m'ont soutenu de près ou de loin. J'irai dans le même sens que ma prédécesseur, parce que la femme est l'avenir, elle a besoin d'un soutien », a déclaré la nouvelle reine de la beauté togolaise.

Mercredi 14 décembre 2022 LE MAGNAN LIBÉRÉ **7**

